



LA REBELLION AU CONGO:

Acteurs internes et externes à la crise

Table des matières

INTRODUCTION	1
I. LES ACTEURS CONGOLAIS	3
1. La rébellion	3
A. Les militaires banyamulenge	3
B. Les militaires issus des Forces armées congolaises (FAC)	4
C. Les civils	5
2. Le gouvernement congolais	6
A. Les forces armées	6
B. Les civils	9
1. Les Katangais	9
2. Les populations acquises à Kabila	10
3. Les populations opposées à Kabila mais ralliées à lui depuis le début de la guerre	11
3. Les forces neutres	12
II. ACTEURS ETRANGERS DU CONFLIT	13
1. Le Rwanda	13
2. L'Ouganda	16
3. Le Soudan	17
4. Le Zimbabwe	19
5. La Namibie	20
6. L'Angola	21
7. L'Afrique du Sud	23
8. Le Burundi	24
9. Le Congo-Brazzaville	24
10. Le Tchad	24
11. La Libye	25
III. CONCLUSIONS	26
LISTE DES ABREVIATIONS	

Introduction

A peine 14 mois après la fin de la guerre menée par la coalition anti-Mobutu, un nouveau mouvement armé annonce le 2 août 1998 le début d'une nouvelle « guerre de libération » contre le régime de Laurent Désiré Kabila. Le conflit oppose entre eux les membres fondateurs de l'AFDL (Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo), la coalition qui avait installé Laurent Kabila à la tête de la République Démocratique du Congo en mai 1997.

En réalité, les dissensions au sein de l'AFDL existent depuis le début du mouvement, comme en témoignent les différents affrontements armés qui ont eu lieu entre soldats de la mouvance tutsi-rwandaise-ougandaise et ceux de la mouvance katango-congolo-angolaise.

La victoire n'a apaisé ces conflits internes au mouvement que pour un court moment. Le renvoi des militaires rwandais des Forces Armées Congolaises (FAC) en juillet 1998 a joué le rôle d'accélérateur dans le déclenchement du mouvement armé. Depuis 1997, la volonté d'émancipation de Kabila vis à vis des ses anciens parrains ougandais et rwandais menaçait les intérêts économiques de ces deux pays. Dans ce contexte de défiance réciproque, chaque camp s'est efforcé d'organiser une nouvelle coalition en ayant recours au remède qui avait fait leur succès lors de la « guerre de libération » de 1996-1997 : appeler à la rescousse des troupes étrangères.

Ces tentatives entraînent des rapprochements hétéroclites entre les différents acteurs de l'échiquier congolais. Côté Kabila, l'intensification des contacts avec les différents groupes armés dans l'est du Congo amorcés dès avant le début de la rébellion traduisait déjà la présomption d'une menace et la volonté d'un rééquilibrage militaire. Principalement avec les Mai-Mai, un groupe de combattants transethnique, anciens soutiens contre les réfugiés et la population locale, mais aussi probablement avec les guérillas rwandaise (ex-FAR) ougandaise (Allied Democratic Forces) et burundaise (FDD). Kabila a également sollicité des soutiens extérieurs, des membres de la SADC d'abord : le Zimbabwe, la Namibie et l'Angola ont répondu à l'appel et ont envoyé des troupes ; d'autres pays africains ensuite : la Libye, le Tchad et le Soudan, qui ont soit envoyé des troupes soit contribué financièrement à l'effort de guerre.

A côté des militaires sur lesquels le gouvernement congolais, de son côté, peut s'appuyer, il faut aussi compter avec les civils, auprès desquels Laurent Kabila a considérablement accru sa popularité et qui ont joué un rôle important dans les combats à Kinshasa. Pour les gagner à sa cause, le président Kabila et ses hommes n'ont pas hésité à utiliser les réflexes ethniques et à appeler au lynchage des « Tutsi envahisseurs ».

L'opposition non armée à Kabila, et principalement l'UDPS d'Etienne Tshisekedi, s'est quant à elle située entre les deux camps, pour proposer sa médiation.

Côté rébellion, des contacts suivis entre les opposants congolais à Kabila, dont Arthur Zaidi Ngoma, le chef d'abord désigné pour la rébellion, basée à Goma ,

des officiers des FAC, une fraction des leaders Banyamulenge, voire d'anciens mobutistes n'ayant pas réussi leur « rédemption » sous Kabila ont été favorisés depuis plusieurs mois pour former un nouveau mouvement politico-militaire, dont l'objectif affiché est d'établir un nouveau pouvoir à Kinshasa.

La rébellion au Congo : une autre guerre de libération ou un enlèvement dans la violence ?

Lancée comme en 1996 à partir du Kivu, cette guerre se différencie cependant de la précédente par trois facteurs essentiels : la multiplicité des acteurs et la coexistence d'agendas concurrents au sein des différentes forces anti-Kabila, les capacités logistiques limitées de ces forces et de leurs alliés extérieurs, le renforcement des multiples guérillas dans l'est du Congo et leur ralliement mouvant à l'une ou l'autre des forces en présence. La succession de deux guerres en deux ans et la systématisation du recours à la force armée accentuent les risques de fragmentation découlant de ces trois facteurs et rend le scénario d'enlèvement dans la violence probable.

Cette guerre vient s'ajouter à sept années de chaos organisé par Mobutu pour éviter les élections souhaitées par l'opinion intérieure et la communauté internationale, qui se sont révélées très destructrices pour le pays. Le Congo est aujourd'hui un géant à genoux. Comme il reste potentiellement très riche, il suscite la convoitise non seulement d'Européens et d'Américains, mais aussi d'Etats africains, voisins proches ou plus éloignés. Ceux-ci agissent avec des méthodes allant de la force aux relations d'affaires normales, en passant par la corruption de dirigeants et l'instrumentalisation de groupes ethniques. Mais la proximité géographique de ces pays avec l'objet de leurs convoitises rend possible un reflux du désordre organisé au Congo vers leurs propres territoires, et vice-versa.

Le scénario d'une guerre éclair, prévu par les rebelles, est d'ores et déjà écarté. Si les observateurs penchent de plus en plus pour la probabilité d'une guerre longue, celle-ci se révélerait à coup sûr désastreuse pour le Congo et la stabilité de la région. Par ailleurs, les alliances sont mouvantes : les Angolais, alliés de Kabila, le resteront-ils longtemps? La Namibie, le Zimbabwe ou l'Ouganda pourront-ils se permettre de rester au Congo, quand leurs opinions publiques y sont hostiles? La récente déclaration de soutien des Etats Unis à Kabila risque aussi de changer l'équilibre des forces en présence.

Impliquant de très nombreux acteurs étatiques et non étatiques africains, la guerre continue à se compliquer et est en train de devenir la première guerre à l'échelle du continent africain .

L'objet de ce rapport est de proposer quelques points de repère sur les acteurs de cette guerre et de tenter de comprendre pourquoi ils sont entrés dans la bagarre, s'ils ont les moyens d'y rester, ce qu'ils espèrent en retirer.

I. LES ACTEURS CONGOLAIS

1. LA RÉBELLION

A. Les militaires banyamulenge¹

Le renvoi des militaires rwandais de l'armée congolaise par Kabila la semaine dernière a joué le rôle d'accélérateur dans le déclenchement du mouvement armé. Le Président Kabila a annoncé, le 27 juillet 1998, qu'il mettait fin "à la présence de militaires rwandais qui nous ont assistés pendant la période de libération" du Congo. Il ajoutait : "ceci marque la fin de la présence de toute force militaire étrangère au Congo".

Projetés sur le devant de la scène, les Banyamulenge, Tutsi congolais, sont plus un instrument de cette révolte que ses initiateurs. Leur participation dans la guerre de l'AFDL n'a pas significativement amélioré leur statut : nationalité toujours contestée et relations tendues avec les autres groupes ethniques générant un profond sentiment d'insécurité, insatisfaction des ambitions de leurs leaders, situation compliquée par la dégradation de leurs relations avec leurs anciens alliés rwandais.

Au lendemain de la victoire de Laurent Kabila, certains membres de la population tutsi ont en effet été favorisés (nomination de chefs Tutsi, y compris là où il n'y en avait pas avant), ce qui n'a fait qu'accroître l'hostilité que lui vouent les autres ethnies du Kivu. Leur participation à l'AFDL aux côtés des Rwandais donnent aux Congolais la confirmation que les Tutsi du Kivu ne sont pas congolais mais avant tout rwandais.

Début 1998, le régime Kabila a entrepris de disperser les militaires banyamulenge au sein de l'armée congolaise (FAC). Cela avait déjà provoqué une mutinerie des militaires banyamulenge, qui se plaignaient de ce qu'en engageant, au sein des FAC, d'anciens soldats de l'armée zaïroise de Mobutu (FAZ), le Président les mettait en présence de ceux qui les menaçaient déjà en 1996 - ce qui avaient suscité leur révolte en septembre 1996 et le début de la "guerre de libération". Seule la médiation entreprise par James Kabaréré (alias James Kabaré), militaire ougando-rwandais qui était alors chef d'état-major des FAC, avait pu ramener le calme dans les esprits. Pour les militaires banyamulenge, le départ des Rwandais en juillet 98 brisait ce consensus et faisait renaître les menaces à leur rencontre.

Dans le même temps, les relations entre les Rwandais et les Banyamulenge s'étaient toutefois beaucoup détériorées. Face à la déception des leaders et l'isolement croissant de leur communauté, les Banyamulenge ont tenté de nouer des contacts avec les communautés ethniques voisines. Cependant, leur mécontentement a continué à augmenter : la politique répressive de Kigali au Kivu creusait un fossé de plus en plus grand entre eux et les autres

¹ "Ceux de Mulenge"; singulier: munyamulenge. Désigne normalement les Tutsi du Sud-Kivu mais l'appellation est aujourd'hui souvent étendue aux Tutsi des deux Kivus.

habitants de la région. Beaucoup de Tutsi congolais auraient voulu donner une chance à la négociation mais s'en trouvaient empêchés par les incursions militaires incessantes de Kigali.

L'ampleur des méfiances et des peurs mutuelles les a aussi conduit à privilégier un rapprochement avec le gouvernement burundais pour assurer leur sécurité et créer leur propre mouvement politique contre Kabila, les Forces Républicaines Fédéralistes. En retour, les Burundais ont vu dans ce rapprochement un double avantage : garantir la sécurité de leur principale voie de contournement de l'embargo via le Sud-Kivu, et contenir les ambitions d'hégémonie régionale du Rwanda et de l'Ouganda.

Depuis que la rébellion a éclaté les plus grands perdants semblent d'ores et déjà être les Banyamulenge et plus généralement les Tutsi congolais. Une bonne partie d'entre eux ont en effet le sentiment d'avoir été instrumentalisés par le Rwanda, pour défendre une cause rwandaise. Si la guerre actuelle finit par une défaite de la rébellion, comment les Tutsi du Congo peuvent-ils espérer continuer à vivre au Congo? De même si la rébellion gagne, le principal problème de celle-ci sera de trouver un modus vivendi avec le grand nombre de Congolais qui rejettent les Rwandais et ceux qu'ils assimilent à ces derniers. Dans les deux cas, les Tutsi du Kivu vivront dans l'insécurité.

Par ailleurs, la deuxième rébellion a été particulièrement meurtrière pour les jeunes Tutsi du Kivu qui avaient suivi MM. Bizima, Bugera et Nyarugabo à Kinshasa durant le temps de leur alliance avec Laurent Kabila, mais que ces derniers n'ont pas associés à leur fuite. Le 13 août dernier, rendant compte d'une réunion de délégués banyamulenge à Bukavu, un mouvement appelé « Campagne pour la paix, la démocratie et le développement » a ainsi stigmatisé, dans un texte en français, le fait que les élites banyamulenge qui ont fui Kinshasa fin juillet, y ont « abandonné leurs gardes de sécurité », qui ont péri, et veulent maintenant « rééditer la même trahison en se réclamant d'être responsables d'une deuxième révolution et/ou libération sans honte (sic) ». Et d'ajouter en kinyarwanda: « Si Kinshasa tombe prochainement, quel traître recevra un poste de responsabilité en faisant fi du sang de ces braves qu'il a publiquement trahis? ». Le texte propose: « cherchons dans l'unité les solutions pacifiques à nos problèmes sans oublier les autres tribus du Kivu »

B. Les militaires issus des Forces armées congolaises (FAC)

Un grand nombre de ceux-ci sont issus des anciennes FAZ de Mobutu. Ils sont en effet les rares militaires des FAC à avoir reçu une véritable formation, contrairement aux "*kadogos*"². Même s'ils proviennent d'une armée indisciplinée, les spécialistes militaires estiment que, bien conduits et régulièrement payés, ils pourraient constituer une armée efficace. Or, comme en 1996, lorsqu'ils étaient placés sous les ordres de Mobutu, ces militaires n'étaient pas payés depuis plusieurs mois en juillet 1998. En

² Jeunes gens recrutés pendant la « guerre de libération » par Kabila.

1996, ils avaient refusé de combattre pour Mobutu. En 1998, ils se sont ralliés facilement au mot d'ordre de révolte du commandant Jean-Pierre Ondekane, un des leurs : ce dernier a rencontré peu de résistance dans les villes du Kivu.

C. Les civils

1. Le RCD

Un certain nombre de civils se sont regroupés pour constituer un Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD). Ce parti regroupe des forces assez disparates, autour d'un noyau que l'on pourrait appeler "les déçus de la première libération".

Dans ce dernier groupe on peut placer :

- Bizima Karaha (Tutsi du Sud-Kivu), ex-ministre des Affaires étrangères de Kabila. Il occupe le même poste pour le RCD.
- Shambuyi Kalala (Kasaï), ex-responsable de la propagande au sein de l'AFDL (parti unique de Kabila); reprend le même poste pour le RCD;
- Emile Ilunga (Katanga), qui se voulait le président du bras politique des Tigres katangais et qui n'a pas accepté d'être écarté du pouvoir par Kabila après la victoire de mai 1997; ministre de la Santé et des Affaires sociales du RCD;
- Moïse Nyarugabo (Tutsi du Sud-Kivu), ex-secrétaire particulier de Kabila; aujourd'hui vice-président de l'Assemblée du RCD;
- Deogratias Bugera (Tutsi du Nord-Kivu), ex-secrétaire général de l'AFDL, dont il demeurait le dernier fondateur en poste avec Kabila³; le président Kabila s'est efforcé de miner son pouvoir, avant de le placer, en juin 98, sur une voie de garage. Cette fois, Bugera a préféré ne pas apparaître dans l'organigramme du RCD, mais sa présence est confirmée par plusieurs sources.

L'importance de ces "déçus" au sein de la rébellion est telle qu'il fut question, un moment, de l'appeler "AFDL-Bis", pour bien montrer qu'il s'agissait de refonder la "révolution" de 1997, Laurent Kabila étant vu comme un traître. Finalement ce projet fut abandonné, par peur que le nouveau parti soit assimilé aux échecs et abus de l'AFDL. Il faut remarquer également que nombre des "déçus" appartiennent à cette catégorie de gens qui ont bénéficié de faveur de Kabila, alors même qu'ils n'étaient pas des combattants, ni des gens de sa tribu, ni des compagnons de guérilla de l'époque du maquis (1960-1986). Une fois les Rwandais chassés, ne couraient-ils pas le risque d'être les prochains boucs émissaires du régime, alors que, n'étant pas des politiciens enracinés dans la société congolaise, ils n'avaient généralement pas de base politique?

2. Les figures de l'ancien régime

³ Des deux autres fondateurs, Kisase Ngandu, a été assassiné en janvier 97 et Masasu Nindaga arrêté fin 1997.

Parmi les premières il faut citer:

- le premier coordonateur du mouvement, Arthur Zahidi Ngoma, un juriste qui a toujours travaillé dans la défense des droits de l'homme; opposant à Mobutu et à Kabila, longtemps exilé, il fit dernièrement plusieurs mois de prison (de novembre 1997 à mai 1998) pour avoir donné une conférence de presse au nom de son parti à Kinshasa;
- Wamba dia Wamba, professeur d'histoire vivant en Tanzanie, ayant travaillé sur les concepts de démocratie africaine et de réconciliation (notamment avec Julius Nyerere à propos du processus de paix burundais), élu à la tête du RCD.

Toutefois, les changements fréquents à la tête du mouvement font douter de la représentativité de ces personnalités et de leur popularité parmi les membres de la rébellion. En témoigne le parcours chaotique de Ngoma à l'intérieur du RCD - coordonateur, puis même plus mentionné dans l'organigramme du parti à la mi-août 1998, ensuite rétabli comme "vice-président" et finalement parti négocier à Victoria Falls, début septembre.

Parmi les figures de l'ancien régime, il faut citer Alexis Tambwé. Cet ancien directeur de l'Office des Douanes a fondé avec Kengo wa Dondo l'Union des démocrates indépendants (UDI), qu'il a présidée. Il a été ministre de Kengo (Transports et Communications), après avoir été celui du "gouvernement" Tshisekedi à l'époque où ce dernier tentait de démettre le gouvernement de Faustin Birindwa, Premier ministre désigné par Mobutu. En exil à Bruxelles depuis la victoire de Kabila, Alexis Tambwé faisait partie des anciens mobutistes dont Kinshasa avait fait saisir les biens à Bruxelles. Il est aujourd'hui membre du comité directeur du RCD.

Lunda Bululu, un Katangais, fut Premier ministre de Mobutu en mai 1990 et ministre des Affaires étrangères de Kengo à partir de la mi-1994. Il est aujourd'hui coordonateur du directoire du RCD, ce qui correspondrait à la fonction de Premier ministre.

2. LE GOUVERNEMENT CONGOLAIS

A. Les forces armées

Le gouvernement congolais est appuyé militairement par les soldats des FAC qui lui sont restés loyaux. Chacun a noté, toutefois, les succès fulgurants de la rébellion au tout début de la guerre, avant l'intervention militaire de l'Angola, du Zimbabwe et de la Namibie aux côtés de Laurent Kabila. De même qu'en octobre 1996 lors de l'offensive de l'AFDL, la rébellion était en effet appuyée massivement par des troupes des armées rwandaise et ougandaise. Mais deux facteurs supplémentaires ont joué : d'une part, les FAC de Kabila ont opposé encore moins de résistance à l'insurrection que les FAZ de Mobutu il y a deux ans. D'autre part, il faut se souvenir que les FAC étaient dirigés par des officiers rwandais depuis la

victoire de Kabila en mai 1997. Ils en connaissaient parfaitement les faiblesses.

1. Les Tigres katangais

Les Tigres katangais sont pour une bonne partie restés fidèles à Kabila. Ceux-ci sont formés d'ex-gendarmes katangais de Moïse Tshombé, partis en exil en Angola pour fuir la répression mobutiste dans les années 60, ainsi que de leurs enfants, qui ont grandi en Angola et dont un certain nombre sont devenus des soldats d'un corps d'élite du MPLA (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola)⁴. Une bonne partie de ces soldats katango-angolais ont été démobilisés au cours des dernières années, dans le cadre du processus de paix angolais.

Durant la première "guerre de libération" (1996-97), les Tigres étaient environ 2000 à intervenir pour appuyer Kabila, quelques mois après le déclenchement de l'insurrection, imprimant un tournant décisif à la guerre. Selon certaines sources, des soldats angolais se trouvaient parmi les Tigres. Ils auraient ensuite regagné leur pays.

Combien de "Tigres" appuient-ils aujourd'hui Kabila?

On sait que leur direction militaire était divisée et que deux bras politiques différents revendiquaient la représentation des Tigres jusqu'à l'éclatement de la rébellion de 1998.

- Le premier dirigé en Angola par Henri Mukatshung Mwambu, secrétaire général du FLNC (Front de libération nationale du Congo, impliqué dans les deux "guerres du Shaba" de 1977 et 78), qui a rejoint Kinshasa après la victoire de Laurent Kabila. Il serait lié à la majorité des "Tigres", eux-mêmes fidèles au n°2 du groupe, le général "Mufu" Vindicien Kiyana;
- Le second dirigé depuis Bruxelles par le Dr Emile Ilunga, président du Conseil national de la Résistance, qui se veut le bras politique du FLNC. Ancien représentant à Bruxelles du PRP (Parti de la révolution populaire, le parti de Laurent Kabila fondé en 1968), le Dr Ilunga s'est brouillé à l'époque avec Kabila. Emile Ilunga est très proche du général Jean Delphin Muland (ou Mulanda), chef en titre des Tigres katangais. Mais il n'est pas parvenu à un accord avec Kabila avant la victoire de mai 1997. Quelques semaines avant celle-ci, le général Muland a été emprisonné à Lubumbashi avec une vingtaine de ses officiers et plusieurs dizaines de ses soldats. Il y est demeuré de longs mois avant d'être placé en résidence surveillée.

Dans la nouvelle guerre de libération, toutefois, les dissensions entre les deux groupes de Tigres se sont dissipées. Si le Dr Ilunga a rejoint la rébellion à Goma, ses compagnons assurent qu'il l'a fait seul, en son nom

⁴ Les Tigres katangais sont constitués de soldats angolais, d'ex-gendarmes katangais toujours ingambes et de Katangais civils exilés en Angola.

propre et qu'eux, devant l'intervention rwando-ougandaise, se rallient à Kabila.

2. Ex-FAZ

Dans l'armée de Kabila on trouve aujourd'hui, outre ces troupes katangaises, des "kadogos", des ex-FAZ qui n'ont pas rejoint la rébellion, par réflexe nationaliste face à la présence ougando-rwandaise aux côtés des rebelles.

3. Les milices populaires

Enfin, il faut compter avec une dernière force, plus difficile à contrôler que toutes les autres: les milices populaires, appelées « Défense civile et populaire ». Le président Kabila a encouragé leur création: "Dans les villages, les gens doivent prendre les armes, les armes traditionnelles, les flèches et les lances pour écraser l'ennemi sinon on va être esclaves des Tutsi" (25 août 1998).

A Kinshasa, après l'attaque rebelle fin août 1998 contre la ville, et les lynchages de présumés rebelles auxquels elle a donné lieu au moins jusqu'à début septembre, le calme a semblé revenir dans la capitale congolaise. Mais une grande tension demeure, en raison du sentiment que de nombreux rebelles infiltrés étaient restés en ville. Début septembre, on assistait à la mise sur pied de barrages "de la population" - essentiellement des jeunes gens - ayant "pris en charge" le contrôle des identités.

Cette tendance reflète une véritable hostilité de la population kinoise à l'égard des rebelles, due principalement à la coupure de l'électricité et de l'eau (qui a rendu la survie encore plus précaire pour les plus pauvres) et à la hausse des prix provoquée par les combats dans l'ouest du Congo (qui ont bloqué les routes d'approvisionnement de la capitale). Ces milices sont extrêmement dangereuses car mal contrôlées, elles risquent de pratiquer des lynchages systématiques.

Quant aux autorités de Kinshasa, elles ont attisé le sentiment anti-tutsi qui s'est développé dans la capitale pendant l'année où l'armée rwandaise a été présente dans les rouages du "nouveau Congo". Ajoutée aux abus de certains officiers rwandais, cette propagande a développé dans la capitale congolaise une atmosphère d'hystérie anti-Tutsi qui n'est pas sans rappeler celle régnant avant le génocide de 1994 au Rwanda.

Certains hommes politiques congolais utilisent aujourd'hui des termes haineux pour parler des Tutsi ("vermine", "impurs", "vers de terre", "vampires") et n'hésitent pas à évoquer leur extermination, ou à la prédire, comme le conseiller en communication de Laurent Kabila, Dominique Sakombi Inongo: "Aux Tutsi (...) j'annonce que les temps de la perte, de l'expiation, de l'exil sans fin, des grands malheurs et des plus grands tourments sont venus"(Soft International du 24 août 1998). Cette dérive est d'autant plus dangereuse qu'elle a été démagogiquement encouragée par les autorités et passe pour du patriotisme en raison de la guerre.

B. Les civils

1. Les Katangais

Au premier rang des forces civiles qui appuient le gouvernement Kabila, il faut citer les Katangais de Kinshasa, directement favorisés par le régime, qui a pratiqué le népotisme et le tribalisme. Beaucoup plus que Mobutu, le président Kabila s'est en effet appuyé sur son ethnie, les Baluba du Katanga⁵ et sur les autres Katangais, dans une moindre mesure.

Ce dernier point explique sans doute que le président Kabila n'était pas populaire - avant cette seconde guerre - à Lubumbashi, capitale de la province du cuivre. Située au sud de celle-ci; cette région est dominée par les ethnies non lubas qui voient d'un mauvais oeil que le chef de l'Etat ne gouverne "qu'avec ses frères".

Depuis le début 1998, les intellectuels sud-katangais ont découvert que la mère de Kabila était une lunda de Kapanga. Cela aurait ralenti le réveil de la principale rivalité intra-katangaise (Sud contre Nord, Katangais "authentiques" contre Balubakat), même si cela ne l'a pas apaisée.

De source katangaise anti-Kabila, on note que le père et le grand-père paternel de Kabila sont originaires de Manowo comme le président Kabila⁶.

⁵ Dits "Balubakat", installés dans le Nord-Katanga; n'ont aucun lien de solidarité avec les Baluba du Kasai.

⁶ Tout comme les personnalités suivantes:

- Joseph Kabila, fils du Président, chef d'état-major de l'armée
- Célestin Kifwa, chef de la police et beau-frère du chef de l'Etat
- Gaëtan Kakudji, ministre d'Etat chargé de l'Intérieur, n°2 du régime et cousin du Président
- Kyungu wa Kumwanza, gouverneur du Katanga sous Mobutu. Il a des responsabilités dans les pogroms anti-Kasaiens (1992). Il est aujourd'hui conseiller du président Kabila. L'ex-ministre des Affaires étrangères Bizima Karaha s'était opposé à sa nomination comme ambassadeur au Kenya.
 - Jean-Claude Masangu, gouverneur de la Banque centrale.
 - Mwenze Kongolo, ministre de la Justice.

Les balubakat originaires de Kabalo, comme la grand-mère paternelle de Kabila, sont:

- Séverin Kabwé, chef de l'Agence nationale de renseignement (victime d'un attentat en octobre. 97, il est soigné en Afrique du Sud).
- Uamba Kyamitala, PDG de la Gécamines sous Mobutu, il est devenu conseiller en affaires métallurgiques du président Kabila, puis ministre des Zones stratégiques de développement. Son épouse est de Manono.
- Me Mbuyu Lunyongolo, président du Comité de défense des droits de l'homme de Lubumbashi sous Mobutu; nommé directeur de cabinet du ministre de la Justice début 1998, puis conseiller du Président.

Cependant, les violences ethnistes sont difficiles à éteindre. Si M. Kabila se maintient au pouvoir à Kinshasa, quel groupe parmi les Katangais, les Kasaiens, les supposés mobutistes ou les originaires de l'Equateur, risque de devenir le prochain bouc émissaire ? Les premiers accaparent le pouvoir grâce à la faveur de Kabila. Début septembre 1998, la presse de Kinshasa n'hésitait pas à encourager le président Kabila à "se libérer de ses frères Katangais" Quant aux Kasaiens, une forte rivalité les oppose aux Katangais. Ces derniers s'étant déjà rendus coupables de pogroms à leur égard en 1992. Certains supposés mobutistes ont rejoint la rébellion. Quant aux originaires de l'Equateur, ils ont été favorisés par l'ancien président Mobutu né dans cette province.

2. Les populations acquises à Kabila.

Une partie de la population congolaise appuyait Kabila avant l'éclatement de la rébellion en raison des progrès enregistrés sous son administration dans certains domaines.

Ainsi, une remarquable unanimité sur l'amélioration de la sécurité dans leur vie quotidienne régnait dans les classes sociales les plus défavorisées de Kinshasa. Elles soulignaient surtout la disparition des exactions commises à leur encontre, sous Mobutu, par les militaires. On entendait souvent les Kinois dire à ce sujet dans les quartiers populaires de la capitale congolaise, en mai dernier : "Maintenant nous sommes libres, libres de circuler" sans craindre d'être taxés par les militaires.

Dans les couches plus favorisées de la population, l'amélioration de la sécurité était aussi appréciée. Par contre, le contraste entre le régime de Mobutu et celui de Kabila était pour eux moins prononcé. Sous Mobutu ils avaient la possibilité de payer une autorité militaire pour les protéger. Sous Kabila, ils risquaient quand même de se faire voler leurs biens par de simples militaires ou des autorités civiles (ou

-
- Colonel Kanengele, qui a épousé une parente de Kabila, nommé chargé d'affaires à Bruxelles en remplacement de l'ambassadeur Justine Kasa-Vubu.
 - Me Luhonge Kabinda Ngoy, procureur de la République.

Sont originaires de Kapanga, comme la mère de Kabila, et non-balubakat:

- "Monsieur Georges", demi-frère de Laurent Kabila, patron de l'ANR-Katanga et véritable patron de cette province,
- Henri Mova Sakanyi, ministre des Transports,
- Mutomb Tshibal, secrétaire général de l'AFDL (parti unique).

Sont également katangais:

- Prosper Kibwé, ministre du Portefeuille (ethnie non précisée),
- Frédéric Kibassa Maliba, ministre des Mines (Musanga - Sud-Katanga).

des parents de celles-ci) qui s'approprièrent des maisons et des véhicules.

Toutefois, les acquis sécuritaires du régime Kabila étaient surtout visibles dans la capitale. Dans les villes de province comme Lubumbashi (Katanga) et Kananga (Kasaï occidental), rien n'a changé. Les militaires en place étaient pratiquement les mêmes, dotés de nouveaux chefs apparemment impuissants à discipliner leurs troupes.

Au Kivu, la situation de sécurité était pire encore. Cette région n'a pas vraiment connu la paix depuis le début de la première insurrection, en septembre 1996. Les tribus non-rwandophones congolaises se sont en effet organisées en diverses milices, qui s'allient ponctuellement avec les milices extrémistes hutu rwandaises pour attaquer à la fois les populations tutsi et les militaires rwandais. Les militaires de l'APR, surnommés "soldats sans frontières", pénétraient régulièrement en territoire congolais pour y pourchasser leurs ennemis hutu. Ils n'hésitaient pas à s'en prendre aux villages congolais où les miliciens hutu étaient passés.

Enfin, il faut signaler que les acquis sécuritaires constatés à Kinshasa sous le régime Kabila ont pratiquement été perdus avec la seconde insurrection, en particulier depuis l'attaque contre la capitale, fin août. Elle a donné lieu à de nombreux lynchages de présumés rebelles et à l'organisation de milices populaires dans les quartiers.

A côté de ces acquis du régime Kabila, d'autres sont à signaler, mais ils revêtent une importance moindre aux yeux de la population: prix stabilisés (mais pas assez de monnaie en circulation); retour de l'ordre à l'aéroport de Ndjili (Kinshasa), curetage des égouts et nettoyage des marchés dans les principales villes; des pelouses sont refaites et la population est encouragée à reboucher elle-même les trous sur la voie publique. Ces acquis ont également été largement remis en cause par la guerre.

3. Les populations opposées à Kabila mais ralliées à lui depuis le début de la guerre.

Un nombre important de Congolais qui étaient hostiles au régime Kabila se sont ralliés à lui par nationalisme face à l'implication étrangère dans la rébellion. Il est difficile de déterminer la proportion de Congolais simplement hostiles à toute présence étrangère et celle de citoyens chez qui cette hostilité, s'ajoutant à l'exaspération de ne voir aucune amélioration de leur niveau de vie, s'exprime par un racisme anti-tutsi. Il faut noter que la présence de Rwandais aux côtés des rebelles a considérablement renforcé la popularité du chef de l'Etat, auprès de populations qui lui étaient déjà acquises et auprès de celles qui le critiquaient.

3. LES FORCES NEUTRES

Celles-ci sont constituées essentiellement par les partis politiques, interdits par le régime Kabila, au premier rang desquels se détache l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) et son président, Etienne Tshisekedi.

L'UDPS, ainsi que le Parti démocrate-social chrétien (PDSC) - les deux principaux partis avec les FONUS d'Olengankoy et l'AFDL - ont défendu l'option d'une négociation politique plutôt que d'une rébellion armée. Ils ont envoyé des émissaires aux rebelles pour les sonder afin d'établir leur attitude. Certains, comme le Mouvement national congolais/Lumumba, ont rejoint la rébellion. D'autres sont tentés de le faire mais ont adopté une attitude réservée pour des raisons de sécurité; d'autres encore se méfient de l'importance du rôle des Rwandais dans l'insurrection et ne souhaitent pas y être associés pour cette raison.

Etienne Tshisekedi, quant à lui, a parlé publiquement des rebelles comme de "nos compatriotes de Goma". Cela sous-entend qu'il ne partage pas la thèse du pouvoir, selon laquelle il n'y a pas de rébellion « congolaise » mais seulement une invasion ougando-rwandaise.

Quel que soit leur degré de proximité avec les rebelles, ces forces neutres voudraient tirer profit de l'insurrection pour rappeler qu'elles doivent être associées à la table ronde que beaucoup d'acteurs - armés ou pacifiques - appellent de leurs vœux. *Cela semble la seule solution raisonnable que l'insurrection a permise d'évoquer. Jusqu'à août 1998, non seulement cette éventualité était exclue par le régime Kabila mais rien ne permettait de croire qu'elle aurait pu se réaliser dans un avenir proche.*

II. LES ACTEURS ETRANGERS DU CONFLIT

1. LE RWANDA

A. Préoccupations sécuritaires et implication dans l'AFDL

Confronté à la gigantesque tâche de devoir relever un pays détruit en 1994 par le génocide contre la minorité tutsi et les massacres des Hutu modérés (qui ne s'opposaient pas à un partage du pouvoir avec les Tutsi), le gouvernement a suivi une tactique essentiellement militaire dans la région où les extrémistes hutus continuaient leurs attaques meurtrières - et de type génocidaire - depuis l'ex-Zaïre où ils étaient réfugiés et armés. Début 1998, le général Kagamé estimait à 109.000 le nombre de combattants hutu, soit à peu près le double de ce que représentaient ensemble l'armée d'Habyarimana (Forces armées rwandaises - FAR) et les milices extrémistes hutu (Interahamwe) avant leur exil de 1994.

En 1995 et 1996, les Tutsi du Nord-Kivu (province où sont installés la majorité des réfugiés hutu au Zaïre) sont victimes de massacres et d'épuration ethnique sans que Kinshasa vienne à leur secours. En 1996, quand l'idéologie anti-tutsi répandue par les réfugiés hutu commence à devenir virulente au Sud-Kivu, les Tutsi de cette province décident de prendre les devants en se procurant des armes. Ils entament alors une insurrection en septembre 1996, avec la complicité du Rwanda. Celui-ci intervient, rapidement, en masse, dans la région et soutient la constitution, le 18 octobre 1996, d'une Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) formée de quatre groupes. Le premier représente les Tutsi congolais (dirigé par Déogratias Bugera), le second les lumumbistes (Kisase Ngandu), le troisième une guérilla marxiste dont on sait qu'elle n'existe plus sur le terrain (Laurent Kabila) et le quatrième, mal identifié, dirigé par Anselme Masasu, ancien militaire rwandais. Durant cette "guerre de libération", Laurent Kabila parviendra à évincer ses compagnons d'armes (Kisase Ngandu sera assassiné) et à prendre la direction du mouvement.

Début 1997, les "Tigres katangais" viennent prêter main-forte à Kabila. Leur arrivée aurait, selon certaines sources katangaises, joué un rôle dans le choix des parrains rwandais de l'AFDL de viser désormais le renversement de Mobutu et non plus seulement le contrôle du Kivu. Au fur et à mesure de sa progression, l'AFDL recrute des jeunes gens dans toutes les provinces, ce qui diminue, dans ses rangs, la proportion de soldats originaires du Kivu.

Dès avril 1997, on signale des heurts entre Tutsi (Congolais et Rwandais confondus) et "Congolais" (les non-Tutsi), au sein de l'armée rebelle. Les heurts prennent un tour violent à Goma entre Tutsi et Katangais qui composent les deux parties les plus armées et les plus aguerries des

troupes de l'AFDL. Dans les semaines qui suivent, la rébellion déplace sa capitale de Goma (Nord-Kivu), vers Lubumbashi (Katanga).

Le Rwanda reste malgré ces incidents un allié de choix de Laurent Kabila. Bien qu'il n'apparaisse pas sur les organigrammes officiels du nouveau régime, James Kabaré (de son vrai nom James Kabaréré), un militaire rwandais né en Ouganda (Chef de la Garde républicaine à Kigali en 1995), est nommé commandant de la place militaire de Kinshasa puis son chef d'état-major. La sécurité rapprochée de Laurent Kabila est assurée par des militaires Tutsi rwandais alors que d'autres patrouillent dans les rues de Kinshasa pour y faire régner l'ordre.

B. Détérioration des relations entre le Rwanda et le gouvernement de Kabila

L'installation de militaires rwandais dans les villas cossues des mobutistes en fuite (pratique adoptée par toutes les nouvelles autorités) et l'envoi régulier de cargaisons de biens saisis dans ces maisons vers Kigali contribuent à rendre les Rwandais de plus en plus impopulaires. Certains militaires rwandais sont assassinés dans les quartiers de Kinshasa.

Début 1998, conscient de cette impopularité croissante et nécessitant lui-même des militaires pour faire face aux attaques de rebelles hutu depuis le Congo (elles n'ont en effet pas cessé, malgré la présence continue de l'armée rwandaise au Kivu), le pouvoir de Kigali rappelle une grande partie de ses troupes présentes dans le reste du Congo. Il ne reste que quelque 200 cadres militaires sur le territoire congolais.

Semaine après semaine, les relations se tendent entre les alliés d'hier. Kigali et Kampala ne cachent pas l'agacement à l'encontre de Kabila jugé incapable de mener une politique cohérente vis-à-vis des entreprises ce qui empêche toute stabilisation économique. Ils jugent Laurent Désiré Kabila incapable de créer un consensus national parce qu'il exclut du pouvoir toute forme d'opposition ou même d'équilibre régional ou ethnique. Il est aussi impuissant à empêcher que les extrémistes hutu et la guérilla ougandaise des *Allied Democratic Forces* (musulmane - soutenue par le Soudan) attaquent le Rwanda et l'Ouganda depuis le Congo.

A ce sujet, Kabila a laissé toute latitude à l'armée rwandaise d'intervenir au Kivu pendant un an. Elle n'y a pas obtenu les résultats escomptés.

Dès le début juin 1998, les couloirs du pouvoir à Kinshasa résonne de la « fin de mandat » probable de James Kabaréré. La mesure est rendue officielle à la mi-juillet. L'officier rwandais, remplacé par un parent du président Kabila, Célestin Kifwa, n'est désormais plus que "conseiller" de l'état-major congolais. Le 27 juillet 1998, le président Kabila annonce qu'il a demandé le départ des troupes rwandaises. Le lendemain, les officiers rwandais, accompagné de Célestin Kifwa, quittent Kinshasa pour Kigali.

Les civils Tutsi, qui en ont les moyens, se rendent à Kigali. Ce départ conforte l'opinion publique congolaise qu'ils sont "Rwandais et non Congolais". Certains Tutsi du Kivu jouent sur l'ambivalence, se présentant à certaines époques de leur vie comme Rwandais, à d'autres comme Congolais. C'est une méthode de survie pour une population habituée aux pogroms mais c'est perçu comme une trahison par les autres Congolais.

C. Les motivations du Rwanda dans la guerre contre Kabila

L'enjeu de la sécurité et la menace contre les Tutsi

Le 2 août, la rébellion éclate. L'Ouganda reconnaît appuyer la rébellion alors que le Rwanda le nie. Kigali a annoncé à plusieurs reprises qu'elle va entrer en guerre contre Kinshasa en raison des pogroms anti-Tutsi qui éclatent dans la capitale congolaise » Des arrestations arbitraires auraient été suivies de massacres de personnes de cette ethnie dans plusieurs villes du Congo (Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani). Les massacres de Tutsi et les « menaces de génocide », avec la complicité des autorités, justifie a posteriori, dans la sphère diplomatique, la présence de troupes rwando-ougandaises au Congo.

De source rebelle, l'engagement de combattants extrémistes hutu au sein des FAC est un élément de la crise. Si, après le début de la rébellion, des photographes indépendants ont pu diffuser des clichés de militaires hutu prisonniers des rebelles à Kisangani, on ignore quand leur recrutement dans les rangs de l'armée de Kabila a commencé.

Le recours aux combattants hutu par le camp Kabila et ses appels à tuer des Tutsi (fin août) ont en tout cas créé le réflexe de défense ethnique que l'on a pu observer lors de massacres précédents: les Tutsi du Rwanda, du Congo, du Burundi et d'Ouganda font taire leurs différends pour faire bloc contre l'agression qui, ils le savent d'expérience, peut les prendre tous pour cible, quel que soit le véritable sujet de la dispute.

L'hostilité de différents acteurs congolais envers Kabila s'agrège pour le moment aux agendas de Kampala et Kigali. Pour ces deux gouvernements, la destruction des bases arrières des rebellions au Nord Kivu est un enjeu militaire et politique prioritaire. La multiplication des opérations de l'ADF dans le sud ouest de l'Ouganda, jusqu'à présence fief du président Yoweri Museveni, fait de la rébellion ougandaise un enjeu politique intérieur crucial. De même, la dégradation de la sécurité au Rwanda accentue la nécessité de couper une guérilla particulièrement sanglante de ses appuis au Nord Kivu. A contrario, au Sud-Kivu, l'affaiblissement de la guérilla des ex-FAR, dispersés et repoussés loin des frontières rwandaises ne fait pas de cette région, un enjeu sécuritaire fondamental.

Vaincre la guérilla hutu est jugé vital par les dirigeants rwandais, en raison du tour fortement ethnique qu'a pris la confrontation avec Kabila. Il est probable que Kigali renoncera plus difficilement que Kampala ou Luanda à arriver à ses fins. L'armée rwandaise a visiblement mal évalué le potentiel d'une offensive angolo-zimbabwéenne. Durant la première semaine de septembre, cette offensive s'est traduite par des bombardements aériens qui ont, *de facto*, permis au camp gouvernemental de reprendre les positions rebelles à l'ouest du Congo. Du côté des militaires rwandais, on fait savoir que si ce type de guerre est mené également à l'est du Congo, avec les mêmes résultats victorieux pour l'alliance pro-Kabila, les Ougandais et les Rwandais sont prêts à y mener une guerre de guérilla.

L'enjeu économique

Par contre, le contrôle du potentiel économique du Kivu constitue un objectif récurrent, qu'une influence militaire durable permettrait d'assurer. Depuis la guerre de l'AFDL, Kigali espèrent de ce contrôle une émancipation par rapport aux bailleurs de fond internationaux. Les ressources minières, essentiellement l'or du Nord-Kivu, peut rapidement générer des revenus. La déliquescence profonde de l'économie du Kivu réduit toutefois considérablement les possibilités de mise en valeur de ce potentiel.

Outre le manque d'infrastructures économiques et routières, l'absence de relais administratifs pour encadrer la population, la prégnance chez les habitants du Kivu des sentiments anti-tutsi et leur crainte envers ces ambitions régionales sont des contraintes importantes à la réalisation des objectifs de Kigali et Kampala. C'est de leur capacité à inverser ces ressentiments que dépendra leur influence économique future au Kivu et l'amélioration durable de leur sécurité. S'appuyant sur les connexions commerciales ou ethniques transfrontalières entre le Nord Kivu et l'ouest de l'Ouganda, le gouvernement de Kampala dispose d'un avantage potentiel. Le renforcement de l'hostilité à leur égard pourrait a contrario favoriser le développement des groupes armés dont Kabila recherche le soutien depuis plusieurs mois.

2. L'OUGANDA.

L'Ouganda a, dans l'ensemble, adopté les mêmes positions que le gouvernement de Kigali. Une différence essentielle les sépare. La guerre au Congo est importante pour l'Ouganda, mais elle ne relève pas d'un réflexe purement sécuritaire comme c'est le cas pour le gouvernement de Kigali dans le Nord Kivu.

Néanmoins, Kampala a de solides reproches à formuler à l'encontre du régime de Kabila. Celui-ci s'est en effet montré incapable d'empêcher des attaques meurtrières, depuis son territoire, par un des trois mouvements de

guérilla les *Allied Democratic Forces* (ADF). Ce mouvement est financé par le Soudan (voir ci-dessous). En septembre 1998, le président Museveni a révélé que les principaux aéroports de l'est congolais étaient sous son contrôle afin que le Soudan ne s'en serve plus pour mener des opérations contre l'Ouganda. Le président Museveni exige de Kinshasa la garantie que le Soudan et les mouvements de guérilla ne pourront plus l'attaquer depuis le Congo.

Comme le Rwanda, l'Ouganda est pratiquement dépourvu d'aviation militaire. Il dispose en revanche de missiles sol-air, qui auraient abattu plusieurs avions de la coalition pro-Kabila.

Les autorités militaires de Kampala doivent cependant faire face à une opinion publique de plus en plus inquiète des conséquences possibles de l'implication de l'Ouganda dans la guerre au Congo. La presse ougandaise s'indigne que le budget militaire de 150 millions de dollars, approuvé par le parlement, ait été augmenté brusquement à 350 millions de dollars. Certains économistes relèvent que la guerre a fait beaucoup diminuer les échanges commerciaux avec le Congo. Mais il n'est pas certain que l'opposition à la guerre se maintiendraient si l'Ouganda finançait un conflit de longue durée en prélevant des richesses dans les régions congolaises.

Justifiant leur présence sur le sol congolais par un accord de sécurité conclu avec le gouvernement de Kabila, les troupes ougandaises ont été présentes sur le sol congolais depuis un certain temps. Il semble que les troupes ougandaises aient été impliquées dans le commerce de minerais du Congo, particulièrement autour de Kisangani, qui se trouve bien loin de leurs frontières.

Dans le même ordre d'idées, on s'interroge sur ce vol privé qui a disparu le 25 septembre entre l'Ouganda et le Congo, à la suite d'un accident. Le général Jet Mwebaze est décédé et trois autres passagers portés disparus. Deux personnalités non identifiées seraient des rebelles congolais selon la presse ougandaise; et deux autres passagers des hommes d'affaires. Ces derniers sont Arif Ulji, un Indien, et Zeev Shif, un Israélien travaillant pour « une société active dans la prospection aurifère », selon l'AFP. Selon d'autres sources à Kampala, il travaille pour EFORTE, une société qui fait partie du groupe Caleb International, appartenant au demi-frère de Museveni, le général Salim Saleh, officiellement conseiller militaire du chef de l'Etat.

Rappelons que le nord-est du Congo est extrêmement riche en or et regorge d'autres ressources (diamants, bois, etc...)

3. LE SOUDAN

Le Soudan est devenu un acteur indirect de la guerre au Congo de deux manières : d'abord, en finançant les trois mouvements de guérilla anti-Museveni d'Ouganda et en essayant, au cours des derniers mois, de les

féderer ; ensuite, en acceptant d'appuyer le gouvernement de Kabila dans la guerre qui l'oppose à la coalition rwando-ougandaise.

Ces mouvements sont les suivants:

a. *ALLIED DEMOCRATIC FORCES*

Ce mouvement est formé de membres d'une secte fondamentaliste musulmane, Salaf Tabliq, et de résidus de la *National Army for the Liberation of Uganda* (NALU) d'Amon Bazira. Lors de l'offensive rwando-ougandaise de septembre-octobre 1996 contre le Kivu - lorsque ces deux pays étaient les alliés de Laurent Kabila – l'ADF avait été repoussée dans les monts Ruwenzori. Mais, au cours des deux dernières années, l'ADF a repris force et en menant plusieurs attaques sanglantes contre l'Ouganda, plus particulièrement dans la région de Kasese. Ces attaques se sont faites à partir du territoire congolais.

b. *WEST NILE BANK FRONT*

Ce mouvement est formé de fidèles d'Idi Amin Dada (renversé en 1979 par l'armée tanzanienne) et est actif dans le nord-ouest de l'Ouganda. Il a également des bases arrières au Congo.

c. *LORD'S RESISTANCE ARMY*

Héritier du "*Holy spirit mouvement*" de la prêtresse Alice Lakwena, ce mouvement est aujourd'hui dirigé par Joseph Kony, qui veut que le pays soit dirigé selon les Dix commandements de la Bible. Il regroupe surtout des gens d'ethnie Acholi, frustrés par la perte du pouvoir à la victoire de Museveni, en 1986. Ce mouvement s'est surtout fait connaître par sa grande cruauté et sa préférence pour le recrutement forcé d'enfants, plus aisément fanatisables par la peur. Elle est surtout active dans le nord du pays (Gulu et Kitgum) où la terreur qu'elle fait régner empêche le travail des champs et appauvrit considérablement la région.

Le Soudan reproche lui-même à l'Ouganda de soutenir la guérilla du Sud Soudan (*Sudanese People Liberation Army, SPLA*), formée de chrétiens et d'animistes noirs qui rejettent l'imposition de la loi islamique par Khartoum. La SPLA est ethniquement proche des habitants du nord de l'Ouganda et recrute parmi les quelque 350.000 réfugiés du Sud-Soudan qui vivent au nord de l'Ouganda.

En septembre, le président Museveni a indiqué que ses troupes tenaient les principaux aéroports de l'est du Congo, pour empêcher les Soudanais de s'en servir contre l'Ouganda. Il ajoutait que des informations indiquaient la présence de soldats soudanais à Isiro (Province orientale, ex-Haut-Zaïre, frontalière avec le Soudan et l'Ouganda). Cette information a également été rapportée de source humanitaire.

Le 1er septembre 1998, le journal pro-gouvernemental soudanais "Rai Al Aam", affirmait que le président Kabila avait rendu secrètement visite à Khartoum le 28 août, pour y chercher de l'aide. Le 2 septembre, une manifestation de quelque 300 "moudjahiddines" présentés comme congolais a eu lieu à Khartoum. Ils demandaient d'être amenés au Congo pour lutter aux côtés du président Kabila contre l'ennemi ougandais et ont remis à l'ambassade du Congo à Khartoum un mémorandum demandant la nomination de musulmans à des postes de pouvoir à Kinshasa.

L'entrée en guerre du Soudan au Congo, si elle se vérifiait, donnerait évidemment un autre visage au conflit. Le Soudan est le "fer de lance" de l'intégrisme islamique en Afrique, auquel il a permis de faire de grands progrès ces dix dernières années, notamment vers le sud, y compris dans des pays - comme le Mozambique - considérés comme chrétiens. Les institutions charitables intégristes soudanaises - poissons pilotes de la stratégie de conquête islamiste - sont présentes depuis plusieurs années au Congo et recrutent aisément de nouveaux "croyants" en échange d'aide alimentaire aux plus démunis. Le Congo, dévasté par la crise économique, est entré depuis quelques années dans une vague de piétisme et de fanatisme religieux. Des dizaines de sectes évangélistes, issues ou copiées des sectes américaines, recrutent ouvertement au sein de la population. Le succès des musulmans est moins spectaculaire que celui des sectes évangélistes et pentecôtistes mais il est néanmoins très remarqué dans les grandes villes. Les musulmans congolais affirment être 8 millions sur une population totale de quelque 45 millions.

Les Etats-Unis considèrent le Soudan comme leur principal adversaire en Afrique. Toute la politique de Washington dans la région a consisté à construire des alliances avec les voisins du Soudan afin d'isoler Khartoum politiquement et économiquement. Si la présence du Soudan dans le conflit congolais se confirmait, il est vraisemblable que l'Ouganda et le Rwanda bénéficieraient d'un soutien américain accru ce qui ne favoriserait pas l'apaisement de la guerre.

4. LE ZIMBABWE

Le Zimbabwe de Robert Mugabe a été le premier pays à porter secours à Laurent Kabila, alors que celui-ci subissait défaite sur défaite face à la progression de la rébellion. Il a aussi été impliqué dans la première mission d'investigation militaire au Congo envoyée par la SADC, de même qu'il a organisé un sommet à Harare tout au début de la guerre pour tenter d'amorcer des négociations.

En intervenant au Congo aux côtés de Kabila, le Zimbabwe a plusieurs objectifs et intérêts à défendre.

En premier lieu, les membres de la SADC (la communauté pour le développement de l'Afrique australe) sont liés par des accords de défense en cas d'agression. Officiellement, le Zimbabwe, comme la Namibie et

l'Angola, sont intervenus à la demande du nouveau membre de la SADC, la RDC, pour protéger ce pays membre d'une agression extérieure. Il faut noter, toutefois, que l'Afrique du Sud, le Lesotho, le Swaziland, le Malawi, le Botswana, le Mozambique, la Tanzanie, la Zambie, les Seychelles et Maurice, également membres de la SADC, ont adopté, face à Kinshasa, une attitude plus neutre que leurs trois partenaires mentionnés plus haut.

En second lieu, les intérêts de Mugabe sont économiques. De très nombreuses sources, au Congo et en Afrique australe, font référence à de juteuses affaires communes qu'auraient entreprises les deux hommes et leurs fils, Leo Mugabe (un neveu, soit un "fils" selon les conceptions africaines) et Joseph Kabila, mais peu de détails émergent. Un contrat commercial existe notamment pour plus de 200 millions de dollars entre les deux chefs d'Etat. Ce contrat porte sur la fourniture par Harare de biens alimentaires, mais a été transformé, en 1998, en fourniture d'uniformes militaires au Congo. Plusieurs sources évoquent également des intérêts miniers: un accord aurait été conclu entre *Zimbabwe Defence Industries* et la Gécamines, portant sur le raffinage du cuivre (seconde opération de traitement) au Zimbabwe, ce qui permet à ce pays de rentabiliser les capacités sous-utilisées de ses usines. Selon "La Lettre du Continent" (septembre 1998), les opérations financières des contrats miniers passent par la *First Banking corp.*, qui a ouvert une succursale à Kinshasa en février 1998 et a mis 64 millions de dollars à la disposition de Kabila dans la période de soudure financière du début de l'année. On évoque aussi souvent un commerce de cobalt, auquel le clan Mugabe serait intéressé.

En troisième lieu, le Zimbabwe a intérêt à maintenir l'axe RDC-Congo et ses couloirs commerciaux pour pouvoir prétendre au leadership de la région ou tout du moins contester celui de l'Afrique du Sud et de l'Ouganda. Mugabe et Kabila ont des liens anciens. Ils ont tous deux un passé marxiste. Mugabe a aidé Kabila lors de la première guerre de libération. En octobre 1998, la presse kinoise rapportait que Harare veut accroître et diversifier ses investissements au Congo. Selon l'ambassadeur du Zimbabwe, les deux pays sont « un seul pays, habité par un seul peuple que la colonisation a séparés » (<Le Potentiel>, 2-10-98).

Enfin, il semble que la guerre du Congo vienne à point nommé pour faire diversion des difficultés internes et problèmes de légitimité rencontrés par le président Mugabe, bien qu'il soit difficile de justifier, auprès de son opinion publique mécontente, l'envoi de soldats au Congo. En effet, l'entrée en guerre du Zimbabwe amenuise ses chances de recevoir l'aide financière qu'il a demandée aux donateurs, dont l'Union européenne, pour acheter des terres aux fermiers blancs afin d'en redistribuer aux démunis noirs. Selon certains commentateurs, l'opération serait bienvenue par les cercles du pouvoir à Harare, pour "occuper" les militaires qui commençaient à s'agiter devant la détérioration de la situation économique. Contrairement au Rwanda, à l'Ouganda et à l'Angola, le coût de la guerre est un fait nouveau au Zimbabwe. Il risque de grever encore le budget de l'Etat. D'autant que si le Zimbabwe participe à la reconquête du nord-est du Congo, les coûts en carburant vont augmenter. Or, selon des documents de la SADC

(communauté économique d'Afrique australe), les moyens budgétaires du Zimbabwe, de la Namibie et de l'Angola ne permettent pas, en théorie, de soutenir un effort de guerre prolongé. En outre, le Zimbabwe n'a pas une grande capacité d'endettement, contrairement à l'Angola, qui dispose des revenus du pétrole.

Enfin, la guerre risque de ternir singulièrement l'image du Zimbabwe: le secrétaire général d'Amnesty international vient de dénoncer les exactions commises au Congo par l'armée zimbabwéenne qui a, il faut le rappeler, des antécédents en matière de purification ethnique (guerre du Matabeleland en 1985).

5. LA NAMIBIE

La Namibie est dans une situation comparable à celle du Zimbabwe. Si Sam Nujoma et Kabila entretiennent de bonnes relations et ont des intérêts économiques communs, la Namibie n'a pas d'intérêt vital à défendre au Congo. Les premiers morts de la guerre ont donc été particulièrement mal acceptés par l'opinion publique. Celle-ci s'indigne également que l'envoi des troupes ait été décidé sans qu'il en soit discuté au Parlement. Ce dernier s'est ensuite rattrapé puisque, fin septembre, selon la presse namibienne, le parti d'opposition DTA interrogeait le gouvernement sur les intérêts miniers au Congo du beau-frère de Sam Nujoma, Aaron Mushimba. Le DTA a également mis en cause les intérêts, dans la guerre congolaise, de Quando Holdings, une compagnie liée au parti au pouvoir, la SWAPO.

Une partie de l'opinion craint, par ailleurs, les conséquences de l'entrée en guerre de la Namibie. Ainsi, le 4 septembre, le journal "*The Namibian*" indiquait que des troupes de l'UNITA (Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola), la guérilla angolaise, avaient amassé des tanks et de l'artillerie à la frontière namibienne et menaçaient d'attaquer la localité de Rundu si les troupes namibiennes ne quittaient pas le Congo. Interrogé à ce sujet, le ministre namibien de la Défense avait indiqué: "Je m'occupe des gros, gros problèmes. Je ne m'occupe pas de l'UNITA. Pour moi (ce déploiement) n'est pas un problème. L'UNITA est en train de mourir et n'est pas une menace pour nous". Dans le même temps, l'UNITA a repris la guerre en Angola.

6. L'ANGOLA

L'armée angolaise est entrée en guerre aux côtés de Kabila sans l'annoncer alors que les rebelles comptaient, après des contacts diplomatiques, sur son immobilité "au moins pendant quinze jours". Une partie des troupes rebelles, qui ont attaqué à l'ouest du Congo, avaient pu survoler auparavant sans problème le territoire angolais. L'Angola n'a pas fait de déclarations fracassantes sur son soutien à Kabila contrairement à MM. Mugabe et Nujoma. Luanda reproche au gouvernement de Kinshasa d'avoir laissé la guérilla de l'UNITA sortir les diamants nécessaires à son financement par le

territoire congolais. De source policière, le président Kabila a démis de ses fonctions un agent de l'Etat, originaire de Manono comme lui-même, parce qu'il avait organisé un marché avec le chef de la guérilla angolaise, Jonas Savimbi.

En 1996-97, l'Angola avait apporté une aide à la rébellion chapeauté par Kabila. Luanda voulait profiter de cette occasion pour couper l'appui donné par Mobutu à l'UNITA. En octobre 1996, l'Angola est intervenu militairement au Congo-Brazzaville pour aider le général Denis Sassou-Nguesso (ex-marxiste comme le président angolais Dos Santos) à renverser Pascal Lissouba, qui permettait à Savimbi d'utiliser le territoire du Congo-Brazzaville pour évacuer sa production de diamants.

Ce dernier cas permet précisément de se demander si l'Angola n'est pas entré dans une phase d'expansionnisme. La présence de l'armée angolaise, qui ne devait durer que quelques semaines, n'a pas cessé deux ans plus tard. On sait qu'elle n'est pas sans inquiéter la Namibie, le Botswana, la Zambie et même l'Afrique du Sud. La Zambie craint d'autant plus l'Angola que Luanda a joué un rôle dans la tentative de putsch contre le président Chiluba (1997). Celle-ci serait destinée à servir d'avertissement au pouvoir zambien, alors que celui-ci (ou des officiers corrompus par Jonas Savimbi) permet à l'UNITA de recevoir en Zambie des armes qui lui parviennent du Togo.

En tout état de cause, Luanda contrôle et surveille maintenant sa côte atlantique, celle du Congo-Brazzaville et celle du Congo-Kinshasa. Toutes trois comprennent des installations pétrolières et des droits sur des réserves pétrolières. Voilà, *de facto*, Luanda "parrain" de la côte. Tant et si bien qu'on peut se demander si l'armée angolaise accepterait de se retirer de l'ouest du Congo si Kinshasa le lui demandait.

Forte de 110.000 hommes, l'armée angolaise se bat depuis 1975 sur son territoire et possède donc la plus longue expérience de la guerre, parmi les Etats belligérants. Sa technique est toujours la même: progression des fantassins sous la protection de bombardements aériens. Cette technique n'a pas empêché l'UNITA durant 20 ans de guerre de prendre contrôle d'un territoire de plus en plus grand (jusqu'à 70% du territoire angolais). Luanda a brisé cet élan en faisant appel aux mercenaires de la firme privée sud-africaine *Executive Outcomes* (grâce aux revenus des mines de diamants) qui obtinrent des succès importants contre la guérilla. L'UNITA a ainsi été poussée à signer les accords de paix de Lusaka (1994). Le non-respect de ceux-ci par les deux parties est en train de déboucher sur une reprise de la guerre en Angola.

Les bombardements aériens coûtent très cher. Mais l'Angola peut se le permettre, en gageant ses futures recettes pétrolières ce qu'il fait déjà. Cette année, toutefois, Luanda enregistre une perte de 800 millions de dollars en raison de la baisse des cours du pétrole, perte qui n'est pas compensée par les bonus touchés en raison de la découverte de nouveaux gisements importants.

Certains analystes angolais et étrangers remarquent que le retour à la paix obligerait les dirigeants de Luanda à rendre des comptes sur leur gestion et à donner des indications sur les revenus du pétrole. Or, ceux-ci n'apparaissent pas dans le budget de l'Etat angolais et, malgré des demandes répétées des institutions financières de Bretton Woods, Luanda se refuse à faire preuve de transparence en la matière. On sait que les revenus du pétrole sont largement détournés par le pouvoir angolais et ses clients. La guerre justifiant le secret, elle peut apparaître à de nombreux hommes de pouvoir à Luanda comme préférable à la paix, qui aurait obligé à dire pourquoi, malgré sa richesse pétrolière, l'Angola compte une population parmi les plus sous-développées du monde.

7. L'AFRIQUE DU SUD.

Egalement membre de la SADC, l'Afrique du Sud a refusé d'envoyer des troupes à l'aide de Laurent Kabila. Elle insiste toujours pour qu'on trouve une solution diplomatique au conflit opposant Kabila et la rébellion. Pretoria craint particulièrement une confrontation ouverte entre deux pôles régionaux, la coalition rwando-ougandaise et l'Angola. Pretoria a donc joué la carte du "sage africain" que lui autorise la présence de Nelson Mandela. Ce dernier a évité soigneusement de répondre aux provocations ouvertes et *ad hominem* de Robert Mugabe, afin de ne pas aggraver les divisions, apparues à la faveur de la guerre congolaise, au sein de la SADC. Nelson Mandela avait appuyé l'entrée du Congo-Kinshasa dans la SADC, en 1997, parce qu'il pensait que l'intégration dans un ensemble économique et politique favoriserait la stabilisation du Congo. Aujourd'hui, c'est le contraire qui s'est produit : c'est l'unité de l'organisation inter-Etats d'Afrique australe qui est remise en question par la guerre du Congo.

Par ailleurs, l'Afrique du Sud n'est pas considérée comme neutre au Congo, Elle a fourni des armes au Rwanda et entretient de bonnes relations avec le président Museveni.

Enfin, selon trois journalistes sud-africains⁷ spécialisés (Mail and Guardian, 28 août 1998), plusieurs sociétés privées sud-africaines de mercenaires (consortiums réunissant des activités de mercenariat, de ventes d'armes, de mines, de transports) interviennent dans la guerre congolaise. *Executive Outcomes* - la plus connue d'entre elles, qui travaille déjà pour le gouvernement angolais - a, disent les trois journalistes, conduit les forces qui devaient reprendre le barrage d'Inga aux rebelles. Des contacts seraient en cours entre cette société et Kinshasa pour une assistance en combat aérien et la protection rapprochée de personnalités. Une autre société, non nommée par la journaliste, a envoyé une centaine de mercenaires blancs au Katanga, pour y défendre des points stratégiques. Le journal belge "De Standard" a indiqué de son côté la présence de mercenaires sud-africains de la firme "Security Lining" à Manono, ville d'origine du président Kabila, au

⁷ K. Pech, W. Boot et A. Eveleth.

Katanga. Selon la journaliste sud-africaine, d'autres compagnies sud-africaines de mercenaires travaillent pour l'autre camp: une société de Johannesburg non nommée, mais dirigée par d'anciens officiers des services secrets, a aidé l'Ouganda à acquérir des transports de troupes blindés. Un des dirigeants de cette société aurait vendu des armes à des mobutistes.

La présence des sociétés mercenaires sud-africaines sur le théâtre de guerre congolais apparaît d'ores et déjà comme un échec pour le gouvernement sud-africain, qui avait promis de subordonner l'activité de ces sociétés dans un pays étranger à l'accord du pouvoir politique. La crédibilité de l'Afrique du Sud est en jeu si certaines compagnies sud-africaines travaillent avec les deux camps et que dans le même temps, le gouvernement appelle aux négociations pour terminer la guerre.

8. LE BURUNDI

La présence de troupes burundaises au Congo a été signalée à quelques reprises ces dernières semaines mais, si l'on en juge par le peu d'insistance de Kinshasa, elle serait de peu d'importance. Jusque là, paralysé par ses diverses alliances, le Burundi a souhaité rester neutre. En effet, d'un côté Kabila s'est avéré un allié sûr contre l'embargo régional, de l'autre l'armée burundaise coopère régulièrement avec l'armée rwandaise. Si les troupes burundaises sont présentes de l'autre côté de la frontière, c'est pour des raisons qui leur sont propres : d'une part pour mener des opérations de police au sud-Kivu, où il existe des groupes de rebelles burundais et d'autre part pour sécuriser la frontière burundo-tanzanienne, l'une des voies de contournement principales de l'embargo.

9. LE CONGO-BRAZZAVILLE

Discret jusqu'ici, le Congo-Brazzaville ne pourrait manquer d'être affecté par une éventuelle prolongation de la guerre chez son voisin de l'est.

Il partage en effet avec celui-ci et avec l'Angola, des populations bakongo. Or celles-ci sont justement, depuis quelques années, traversées par une renaissance de leur particularisme. En contact avec les Européens depuis le XVème siècle, les Bakongo - qui furent, avant la colonisation, organisés en un royaume puissant jugent être d'une culture supérieure aux ethnies voisines et admettent de plus en plus mal de n'avoir nulle part le pouvoir. Au Congo-Brazzaville, leur leader, Bernard Kolelas (ex-maire de Brazzaville) a été écarté avec l'ex-président Lissouba par le général Sassou Nguesso (avec l'aide de l'Angola). En Angola, les Bakongo ont été victimes de pogroms à Luanda en 1992. Les indépendantistes de Cabinda, en guerre contre Luanda, sont eux aussi Bakongo. Quant aux Bakongo de l'ex-Zaïre, s'ils n'étaient pas hostiles à Kabila, ils sont résolument fédéralistes alors que le président du Congo-Kinshasa est unitariste. En outre, la contre-offensive

angolaise contre la rébellion dans l'ex-Zaïre a fait de nombreuses victimes civiles dans le Bas-Congo.

10. TCHAD

Au cours du mois de septembre, le président Kabila, à la recherche d'alliés, s'est rapproché de l'Afrique francophone, qu'il avait dédaignée jusque là. Sous le regard bienveillant de la France, qui y voit l'occasion de reprendre pied dans une région où elle fait figure de pestiférée depuis le génocide de 1994 au Rwanda, le sommet de Libreville (Gabon), le 24 septembre, a appuyé Kinshasa. Quelques jours plus tard - N'Djamena le reconnaîtra début octobre - le Tchad envoyait un millier de soldats au Congo. Compte tenu de la dépendance étroite entre le régime tchadien et la France, en particulier sur le plan militaire, il paraît exclu que Paris n'ait pas eu son mot à dire dans la décision.

Enfin, on ne peut exclure que le Tchad, pauvre, espère voir récompenser par le « riche » Congo sa bonne volonté d'aujourd'hui.

11. LA LIBYE

La Libye a, selon la presse de Kinshasa, pris en charge le transport des troupes tchadiennes au Congo. Les liens de solidarité de type « marxiste/nationaliste » qui peuvent exister entre MM. Khaddafi et Kabila ne suffisent pas à expliquer le soudain intérêt de leader libyen pour le Congo. Il est plus vraisemblable qu'il voit dans la crise une occasion de sortir de l'isolement international dans lequel l'ont placé les Etats-Unis: le 30 septembre, n'a-t-il pas organisé un mini sommet sur le Congo?

Il élargit ainsi le mouvement créé par le nouveau refus de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) de respecter encore l'embargo aérien contre la Libye décrété par l'ONU à la suite de l'affaire Lockerbie. Par ailleurs, son implication dans l'affaire congolaise ne peut-elle servir de monnaie d'échange (« je me retire si... ») alors que Tripoli et Washington négocient une normalisation de leurs relations (livraison de deux terroristes accusés de l'attentat de Lockerbie contre la fin de l'embargo)?

Enfin, on ne peut oublier que le colonel Khaddafi est un allié du colonel burundais Bagaza, ex-président du Burundi et principal rival politique du major Buyoya. Dans l'hypothèse d'une future entrée en guerre du Burundi, cela peut compter.

III. CONCLUSIONS

A ce jour, il semble difficile de déterminer avec certitude l'évolution prochaine du conflit. Nous isolons, avec toute la prudence requise, quatre scénarios qui pourraient se développer dans un avenir proche. Le dernier scénario, celui des négociations et d'une force de maintien de la paix est le plus souhaitable, mais il exige que la communauté internationale se porte garante, à la fois politiquement et financièrement de la solution négociée entre les différents acteurs de la guerre.

A. Les alliés de Kabila remportent une victoire rapide contre la coalition rwando-ougandaise et la rébellion.

- La victoire militaire conforte le président Kabila dans sa volonté de ne pas partager le pouvoir et l'encourage à devenir plus autoritaire. L'inexistence d'un consensus politique interne continue à poser un problème fondamental ainsi que ses conséquences économiques: manque de confiance des investisseurs tant nationaux qu'étrangers; diminution des recettes fiscales; difficultés accrues pour l'Etat de payer fonctionnaires et militaires; mutineries; approfondissement de la crise économique.
- L'obligation pour le gouvernement Kabila de payer les alliés (privés ou publics) venus à la rescousse grève encore le budget national.
- L'armée congolaise reste incapable de garder les frontières du Congo. L'Angola risque d'en profiter pour s'y incruste, ce qui pourrait susciter une nouvelle crise de xénophobie de la part de la population congolaise.
- L'Ouganda et le Rwanda entretiennent à la frontière une guerre de basse intensité, occasionnant destructions et absence de paix à l'est du Congo.
- La population risque de se voir définir un nouveau bouc émissaire (les Katangais, les supposés mobutistes, les originaires de l'Equateur, les Kasaïens).

Résultat: la déstabilisation se confirme et continue de menacer toute la région.

B Statu quo entre les alliés de Kabila, présents à l'ouest et au centre du Congo, et la coalition rwando-ougando-rebelle, qui domine à l'est

- Cela peut être obtenu à la suite du retrait d'une partie des alliés de Laurent Kabila, due à la pression intérieure (opinion publique; problèmes économiques) ou extérieure (diplomatie)
- Risque d'exploitation des richesses congolaises par les puissances africaines présentes au Congo; elles seront alors de moins en moins enclines à quitter le pays. Une nouvelle crise de xénophobie de la part des populations congolaises est à prévoir, qui peut s'exprimer par des pogroms à l'égard de populations congolaises ethniquement proches des "envahisseurs" ou qui s'y sont alliées;

- Kabila et les siens, hommes de l'est swahiliphones, auraient le pouvoir à l'ouest du Congo - où ils sont pratiquement des étrangers et où la décision de l'équipe dirigeante, avant la guerre, de ne reprendre sur les billets en francs congolais (la nouvelle monnaie) que le swahili parmi les 4 grandes langues nationales (avec le lingala, le kikongo et le tshiluba, langues de l'ouest et du centre) a été très mal ressentie. Les Rwandais et les Ougandais contrôleraient le pouvoir à l'est, région où ils n'ont pas d'assise politique. Dans les deux parties du Congo on pourrait donc s'attendre à une opposition latente ou ouverte contre le pouvoir local.

Résultat: instabilité avec risque, à terme, de fragmentation du Congo tel que nous le connaissons aujourd'hui, voire de redéfinition des frontières.

C. Statu quo entre les deux camps. Accord pour l'ouverture de négociations. Transformation des troupes étrangères présentes en forces d'interposition

- la souveraineté congolaise apparaîtrait comme encore plus faible. L'exemple de l'Afrique de l'ouest où des forces d'interposition au Liberia et en Sierra Leone sont menées par le Nigeria, montre qu'il existe un risque, par ce biais, de voir s'affirmer un impérialisme régional.
- le risque d'éclatement du pays demeure

Résultat: stabilisation à court terme; déstabilisation à moyen et long termes.

D. Statu quo entre les deux camps. Accord pour l'ouverture de négociations. Arrivée de troupes d'interposition qui ne sont pas directement liées au conflit.

- Les troupes étrangères présentes se retirent du territoire congolais et sont remplacées par des troupes au mandat international
- les troupes d'interposition peuvent patrouiller sur la frontière au Kivu et sur la frontière avec l'Angola et coopérer avec Kigali, Kampala et Luanda pour répondre à leur demande de sécurité. Elles peuvent aussi s'interposer entre les combattants à l'intérieur du Congo.
- les négociations s'ouvrent sur le problème interne au Kivu, avec les trois voisins affectés par les attaques de guérilla
- les négociations traitent le problème de la nationalité pour tous les Congolais
- les négociations décident d'un calendrier pour les élections en se référant à la Conférence Nationale Souveraine (1991-1992 et aux conférences pour la reconstruction organisées par Kabila en 1997, d'où l'on peut dégager un consensus pour la démocratisation et le fédéralisme.
- les négociations s'accordent sur la composition d'un gouvernement de transition inclusif et représentatif des groupes ethniques et des régions.

Résultat: pacification possible, avec un accord national sur une transition pas trop longue vers des élections.

Liste des abréviations

AFDL : Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre

ADF : Allied Democratic Forces

FAC: Forces Armées Congolaises

FAR : Forces Armées Rwandaises

FAZ: Forces Armées Zairoïses

FNLC : Front National de Libération du Congo

FONUS :Forces Novatrices de l'Union Sacrées.

Interahamwe : milices extrémistes hutues

MPLA : Mouvement Populaire de Libération de l'Angola

NALU : National Army for the Liberation of Uganda

PDSC : Parti Démocrate-Social Chrétien

PRP : Parti de la Révolution Populaire

RCD: Rassemblement Congolais pour la Démocratie

SPLA : Sudanese People Liberation Army

UDI : Union des Démocrates Indépendants

UDPS : Union pour la Démocratie et le Progrès social

UNITA : Union Nationale pour l'Indépendance totale de l'Angola